

ARRÊTÉ DU MAIRE

TEMPORAIRE – N° 26 / 006 1

Permission de voirie – Occupation du domaine public 96 avenue Jean Jaurès – Stationnement d'un camion de déménagement

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu les articles R417-10 et R325-12 du Code de la route prévoyant la verbalisation et la mise en fourrière,
Vu l'état des lieux,

Considérant la demande de **la société MARDEL DEMENAGEMENTS** dont le siège social est situé 4 ZA de Kermartin – 56150 GUENIN, d'occuper le domaine public afin de mobiliser trois places de stationnement pour un camion de déménagement, au droit du N°96 avenue Jean Jaurès à Montgeron,

Considérant la nécessité de prendre des mesures afin de garantir la sécurité des usagers,

Le Maire arrête

- Article 1 **La société MARDEL DEMENAGEMENTS pour le compte de [REDACTED]**, est autorisée à occuper le domaine public afin de mobiliser trois places de stationnement pour un camion de déménagement, au droit du N°96 avenue Jean Jaurès à Montgeron. **Le pétitionnaire devra mettre en place la signalisation nécessaire.**
- Article 2 L'occupation du domaine public est autorisée **le mercredi 25 février 2026 de 7h00 à 13h00**, période à l'issue de laquelle le pétitionnaire devra remettre les lieux en l'état. Le bénéficiaire de la présente autorisation sera responsable vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ces installations.
- Article 3 Le pétitionnaire devra afficher le présent arrêté 48 heures à l'avance sur un support rigide, plastifié (en cas de pluie) et aucun ruban adhésif ne devra être utilisé pour son affichage. Une signalisation renforcée sera mise en place.
- Article 4 Toutes infractions aux prescriptions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions prévues par les lois et règlements en vigueur. Tout véhicule se trouvant en stationnement dans les périmètres précités sera, le cas échéant, mis en fourrière au frais de son propriétaire.
- Article 5 Ampliations :
 - Monsieur le Commissaire de Police,
 - Monsieur le Chef de la Police Municipale
- Article 6 Le Directeur Général des Services ou la Direction Générale Adjointe de la commune de Montgeron est chargé de l'exécution du présent arrêté.
- Article 7 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Mme le Maire et/ou d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.

Fait à Montgeron le, 05 FEV. 2026



Sylvie CARTILLON,
Maire de Montgeron,
Conseillère régionale d'Ile-de-France

